Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 34 (1997)
Heft: 1324

Artikel: De l'union bancaire à l'union bancale
Autor: Gavillet, André
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1015331

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

De l'union bancaire à l'union bancale

Le palmarès de la fusion entre l'UBS et la SBS, en quelques chiffres: un 2e rang à l'échelle mondiale, 13000 suppressions d'emploi, des plus-values boursières de 13% pour l'UBS et de 6,5% pour la SBS.

IL Y AVAIT trop longtemps qu'on se prenait les pieds dans la traduction de la raison sociale de ces deux banques: Verein, Société, Gesellschaft, Union. Désormais, une seule banque; plus d'erreur possible. C'est la seule chose positive qu'on puisse trouver à cette fusion.

Le capitalisme bancaire suisse n'est pas né d'une invention heureuse comme Nestlé de la découverte du lait pour nourrisson. Il s'est greffé sur le développement des grandes industries nationales de la fin du XIXe, sur l'atavique volonté et capacité d'épargne du peuple, pauvre et riche, puis sur une image mondiale d'habileté dans la gestion et de secret garanti par une loi plus rigoureuse qu'ailleurs. La relation pays système bancaire est donc étroite.

Le problème a surgi lorsque l'expansion nationale et l'expansion bancaire ont commencé à diverger fortement, la Suisse participant pour quelque 2% au commerce mondial, mais pour 8 à 10% aux flux financiers, se situant même au premier rang mondial pour la gestion de fortune.

L'aller et le retour de l'ancrage national

À cette distorsion entre le volume des affaires mondiales des banques et leur support national, les grandes banques ont réagi, dans un premier temps, dès les années soixante-dix, par une volonté de mieux asseoir leur base nationale: multiplication des succursales pour drainer l'épargne, pénétration en force du marché hypothécaire où l'UBS, par exemple, se taillait un 30%. Mais le territoire national ne pouvait pas grandir en surface, il ne pouvait que gonfler en prix. La bulle a explosé. Les grandes banques ont liquidé cette extension nationale. Il leur en a coûté 40 milliards. Le regroupement des succursales, la suppression des emplois régionaux font partie du même décrochement. Désormais les deux grandes banques ont ouvertement renoncé à la recherche impossible d'une base nationale proportionnée à leur taille. Il y a longtemps que l'analyse des comptes soulignait le faible rendement d'un employé occupé en Suisse par rapport aux employés des grandes banques travaillant à l'étranger. Eux sont libérés des petites opérations de guichet. C'est donc un modèle à appliquer en Suisse même. D'ailleurs la nouvelle banque ne sera pas suisse, elle sera en Suisse (United Bank of Switzerland). Suisse ne sera plus une qualification, mais un domicile. À quand le déménagement?

DANS LE CADRE de leur fusion, les deux grandes banques vont ouvrir un compte en faveur d'un plan social. Elles prétendent vouloir y consacrer deux milliards. Imaginons que ce même montant ait été affecté à la relance de l'économie, au soutien des PME. Ne rêvons pas pourtant, car leur finalité n'est pas de servir l'économie, mais leur propre rentabilité, qui désormais a d'autres frontières.

Les avantages sans les services

Le grand capitalisme bancaire continue pourtant à recourir aux avantages de la place suisse. Grâce au solde positif de sa balance des paiements, la Suisse peut être exportatrice de capitaux pour 30 milliards. Les grandes banques en profitent de manière exceptionnelle. Bonne pour elles, la faible rémunération de l'épargne qu'elles peuvent placer avantageusement ailleurs, bénéficiant du différentiel des taux. Excellente encore, la politique de la Banque nationale qui, pour empêcher toute surévaluation du franc, crée d'abondantes liquidités. Elles se refinancent à bon compte.

La nouvelle UBS, comme le Crédit Suisse, accroissent la vulnérabilité suisse. Elles sont dépendantes de manière excessive des États-Unis; elles cherchent à entraîner l'ensemble du pays dans une épreuve qui ne le regarde pas. Mieux vaudrait finalement couper le cordon ombilical: qu'elles regroupent les activités ordinaires rendues à la clientèle suisse dans une société à rentabilité limitée, et que pour le reste elles naviguent sous un pavillon cosmopolite dans les eaux internationales. C'est probablement le choix qu'elles ont fait. Mieux vaudrait en débattre ouvertement: déterritorialisons les deux grandes banques, puisque ni l'emploi, ni l'économie nationale ne sont au cœur de leur politique. *ag*